

Table des matières

Introduction	31
1. La notion de rémunération en droit de la sécurité sociale	31
2. La notion de rémunération en droit fiscal	33
2.1. <i>Principes</i>	33
2.2. <i>Cotisation sur les commissions secrètes</i>	33
3. La notion de rémunération en droit du travail	34

Chapitre 1

Avantages en nature <i>stricto sensu</i>	37
1. Principes	38
2. Limites	39
3. Aspects de sécurité sociale	39
4. Traitement fiscal	40
5. Déductibilité	41
6. Que se passe-t-il en cas de suspension du contrat de travail ?	41

Chapitre 2

Avantages non récurrents liés aux résultats	43
1. Champ d'application	44
1.1. <i>Travailleurs</i>	44
1.2. <i>Employeurs</i>	44
1.3. <i>Employeurs exclus</i>	45
2. Définition du système d'avantages liés aux résultats	45
2.1. <i>Critère objectif</i>	45
2.2. <i>Collectif</i>	46
2.3. <i>Non récurrent</i>	46
3. Objectifs	47
3.1. <i>Objectifs exclus</i>	47
3.2. <i>Objectifs concernant le bien-être des travailleurs au travail</i>	47
3.3. <i>Objectifs en lien avec la mobilité</i>	48
3.4. <i>Exemples d'objectifs</i>	48
3.4.1. Objectifs d'ordre économique et financier	48

Les rémunérations alternatives – 2022

3.4.2. Objectif visant l'amélioration de la performance collective et de l'image de marque de l'entreprise.	48
3.4.3. Objectifs liés au bien-être au travail et à la sécurité	50
3.4.4. Objectifs liés à la responsabilité sociétale des entreprises, à la protection de l'environnement/à l'écologie	51
3.4.5. Objectifs liés à la mobilité.	51
3.4.6. Objectifs liés à d'autres défis sociaux	51
4. Instauration du système.	52
4.1. <i>Initiative</i>	52
4.2. <i>Instauration par convention collective de travail</i>	53
4.3. <i>Instauration par acte d'adhésion</i>	54
4.3.1. Mentions obligatoires	54
4.3.2. Procédure	54
4.3.3. Contrôle de forme et contrôle marginal	61
4.3.4. Information des travailleurs	61
4.4. <i>E-bonus : dépôt par voie électronique</i>	61
4.4.1. Acte d'adhésion	61
4.4.2. Convention collective de travail	63
5. Le plan d'octroi	63
5.1. <i>Mentions obligatoires</i>	63
5.1.1. Groupe cible	63
5.1.2. Objectifs	63
5.1.3. Période de référence	63
5.1.4. Méthode de suivi et de contrôle	64
5.1.5. Procédure applicable en cas de contestation des résultats	65
5.1.6. Avantages	65
5.1.7. Modalités de calcul des avantages	66
5.1.8. Moment et modalités de calcul	68
5.1.9. Durée de validité du plan	68
5.2. <i>Mentions facultatives</i>	68
6. Possibilité de modifier les objectifs ou les niveaux à atteindre	69
6.1. <i>Plan d'octroi introduit par convention collective de travail</i>	69
6.2. <i>Plan d'octroi introduit par acte d'adhésion</i>	69
7. Pas en remplacement ou en conversion de la rémunération existante	70
8. Traitement social et fiscal	70
8.1. <i>Traitement social</i>	70
8.2. <i>Traitement fiscal</i>	71
8.3. <i>Dépassement du plafond</i>	72
8.4. <i>Occupation chez plusieurs employeurs</i>	72
8.5. <i>Distribution de l'exonération fiscale dans l'impôt final</i>	73
9. Information des travailleurs.	73
9.1. <i>Mentions obligatoires</i>	74
9.2. <i>Document social</i>	74

10. Droit du travailleur et interaction avec les autres législations	74
10.1. <i>Revenu minimum mensuel moyen</i>	75
10.2. <i>Travailleurs intérimaires</i>	75
10.3. <i>Cas du transfert d'entreprise</i>	76
10.4. <i>Travailleurs étrangers</i>	76
11. Modèles	76
11.1. <i>Convention collective de travail</i>	76
11.2. <i>Acte d'adhésion</i>	82
11.3. <i>Fiche d'information à remettre au travailleur à l'échéance de la période concernée pour l'octroi d'un avantage non récurrent lié aux résultats</i>	88

Chapitre 3

Cadeaux et libéralités	89
1. Cadeaux et chèques-cadeaux	90
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	90
1.1.1. Saint-Nicolas, Noël ou Nouvel An	90
1.1.2. Distinction honorifique	91
1.1.3. Mise à la retraite	91
1.1.4. Dispositions communes	92
1.2. <i>Traitement fiscal</i>	93
1.2.1. Dans le chef du travailleur	93
1.2.2. Dans le chef de l'employeur	96
1.3. <i>Synthèse</i>	96
2. Libéralités	97
2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	97
2.2. <i>Traitement fiscal</i>	98
3. Aspects de droit du travail	101

Chapitre 4

Droits d'auteur	103
1. Notion de droits d'auteur et cessibilité	104
1.1. <i>Types de droits</i>	104
1.1.1. Le droit patrimonial	104
1.1.2. Le droit moral	104
1.2. <i>Titulaire du droit d'auteur dans le cadre de la relation de travail</i>	104
1.2.1. Principe : le travailleur	104
1.2.2. Exception : l'employeur	105
1.3. <i>Cession des droits d'auteur</i>	105
2. Aspects de sécurité sociale	106
2.1. <i>Position de la Cour de cassation</i>	106
2.2. <i>Position de l'O.N.S.S.</i>	107

2.3. <i>Synthèse</i>	107
3. Traitement fiscal	108
3.1. <i>Principes</i>	108
3.1.1. Travaux protégés par les droits d'auteur	108
3.1.2. Convention sur la cession des droits d'auteur	109
3.1.3. Rétribution pour la cession des droits d'auteur	109
3.1.4. Méthode de calcul des droits d'auteur	110
3.1.5. Conclusion	111
3.2. <i>Précompte mobilier</i>	111
3.2.1. Montant brut des revenus issus des droits d'auteur	111
3.2.2. Taux et mode de calcul	111
3.2.3. Déclaration et paiement	113
3.2.4. Fiche fiscale	114
3.3. <i>Impôt des personnes physiques</i>	114
4. Droit du travail	115
4.1. <i>Principes</i>	115
4.2. <i>Prise en compte dans le calcul de l'indemnité compensatoire de préavis</i>	116
4.3. <i>Prise en compte pour le respect du salaire minimum</i>	116
5. Synthèse	117

Chapitre 5

Éco-chèques	119
1. Éco-chèques sous forme électronique	120
2. Aspects de sécurité sociale	121
2.1. <i>Conditions d'exonération</i>	121
2.1.1. Remplacement	121
2.1.2. Conditions à remplir	121
2.1.3. Sanction	123
3. Traitement fiscal	123
3.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	123
3.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	123
4. Mode de calcul du nombre d'éco-chèques à octroyer aux travailleurs	124
4.1. <i>Travail à temps partiel</i>	124
4.2. <i>Entrées, sorties, changements de catégorie et suspensions de contrat</i>	124
4.3. <i>Problème des arrondis</i>	125
4.4. <i>Modalités particulières de paiement</i>	126
5. Information des travailleurs	126
6. Liste des produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques	127
7. Modèles	130
7.1. <i>Convention collective de travail concernant l'octroi d'éco-chèques</i>	130

7.2. <i>Convention individuelle relative à l'octroi d'éco-chèques électroniques</i>	135
8. Éco-chèques accordés à des dirigeants d'entreprise indépendants	140
9. Éco-chèque <i>versus</i> titre-repas	140
10. Aspects de droit du travail	140

Chapitre 6

Enfants	143
1. Crèches d'entreprise	144
1.1. <i>Traitement fiscal</i>	144
1.1.1. Dans le chef du travailleur	144
1.1.2. Dans le chef de l'employeur	145
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	146
1.3. <i>Aspects de droit du travail</i>	147
2. Intervention dans les frais de crèche	147
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	147
2.1.1. Dans le chef du travailleur	147
2.1.2. Dans le chef de l'employeur	149
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	149
2.3. <i>Le plan SEMA de la Communauté française</i>	149
2.3.1. Principe	149
2.3.2. Convention de collaboration	149
2.3.3. Types de places	150
2.3.4. Intervention de l'employeur et abattement fiscal	151
2.3.5. Nombre de places limité	151
2.4. <i>Achat ou location de places au sein des milieux d'accueil néerlandophones</i>	151
2.5. <i>Aspects de droit du travail</i>	152
3. Garde d'enfants (malades)	152
3.1. <i>Traitement fiscal</i>	152
3.1.1. Dans le chef du travailleur	152
3.1.2. Dans le chef de l'employeur	153
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	153
4. Allocations familiales extralégales	153
4.1. <i>Définitions</i>	153
4.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	153
4.2.1. Généralités	153
4.2.2. Position de l'O.N.S.S.	154
4.2.3. Position de la jurisprudence	155
4.2.4. Distinction entre les travailleurs : quel impact sur l'exonération sociale ?	156
4.2.5. Allocations familiales extralégales et plan cafétéria	157
4.3. <i>Traitement fiscal</i>	158
4.3.1. Dans le chef du travailleur	158
4.3.2. Dans le chef de l'employeur	158

4.4. <i>Conseil</i>	158
4.5. <i>Modèle</i>	158
5. Intervention dans les frais de scolarité et d'études	160
5.1. <i>Traitement fiscal</i>	160
5.1.1. Dans le chef du travailleur	160
5.1.2. Dans le chef de l'employeur	160
5.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	161
5.2.1. Généralités	161
5.2.2. Jurisprudence	161
6. Prime de naissance	162

Chapitre 7

Frais propres à l'employeur	163
1. Notion et considérations générales	164
1.1. <i>Traitement fiscal</i>	164
1.1.1. Remboursement des frais réels	164
1.1.2. Remboursement forfaitaire des frais	165
1.1.3. Fiches fiscales	173
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	174
1.2.1. Principe	174
1.2.2. Forfaits	175
1.2.3. Forfaits O.N.S.S. : quelle qualification au niveau fiscal ?	176
1.3. <i>Charge de la preuve</i>	176
1.3.1. Au niveau social	176
1.3.2. Au niveau fiscal	177
1.4. <i>Conseil</i>	178
1.5. <i>Modèle : convention de remboursement de frais</i>	179
1.6. <i>Aspects de droit du travail</i>	181
1.7. <i>Mode de remboursement : monnaie scripturale</i>	182
2. Frais de parking	182
2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	182
2.2. <i>Traitement fiscal</i>	183
3. Frais de réception	183
3.1. <i>Traitement fiscal</i>	183
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	183
4. Frais de séjour	184
4.1. <i>Frais de séjour pour missions en Belgique</i>	184
4.1.1. Aspects de sécurité sociale	184
4.1.2. Traitement fiscal	188
4.1.3. Cas particulier du voyage collectif	191
4.2. <i>Remboursement de frais exposés pendant des voyages d'affaires à l'étranger</i>	192
4.2.1. Traitement fiscal	192

4.2.2. Aspects de sécurité sociale.	199
4.2.3. Cumul avec des titres-repas	200
4.2.4. Cumul avec un remboursement sur la base de justificatif	200
4.2.5. Montants (depuis le 6 juillet 2018).	200
4.2.6. Cas particulier du séminaire organisé à l'étranger	200
4.2.7. Cas particulier des voyages à l'étranger qui sont offerts en exécution de contrats de sponsoring à des sponsors ou à leurs invités	201
4.2.8. Cas particulier des indemnités octroyées dans le secteur du transport et des autocars à des chauffeurs effectuant des déplacements internationaux.	204
5. Frais de déplacements professionnels	207
5.1. <i>Traitement fiscal</i>	207
5.1.1. Remboursements des frais réels	207
5.1.2. Remboursements de frais forfaitaires	207
5.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	210
5.3. <i>Déplacements à vélo</i>	211
5.4. <i>Borne de chargement sur le lieu de travail</i>	211
5.4.1. Aspects de sécurité sociale.	211
5.4.2. Traitement fiscal.	211
5.5. <i>Cas particulier du déménagement de l'entreprise : indemnité kilométrique</i>	211
6. Indemnités pour travailleurs à domicile et télétravailleurs	212
6.1. <i>Travail à domicile</i>	212
6.1.1. Définition	212
6.1.2. Traitement fiscal.	212
6.1.3. Aspects de sécurité sociale.	213
6.2. <i>Télétravail structurel</i>	213
6.2.1. Définition	213
6.2.2. Traitement fiscal.	214
6.2.3. Aspects de sécurité sociale.	222
6.2.4. Tableau	224
6.3. <i>Télétravail occasionnel</i>	225
6.3.1. Définition	225
6.3.2. Traitement fiscal.	225
6.3.3. Aspects de sécurité sociale.	225
6.3.4. Tableau	225
7. Frais de représentation	226
7.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	226
7.1.1. Utilisation d'un bureau personnel	226
7.1.2. Utilisation du smartphone (ou G.S.M.) à des fins professionnelles	227
7.1.3. Utilisation à des fins professionnelles d'un P.C. et d'une connexion Internet privés	228
7.1.4. Garage	228
7.1.5. Parking et carwash	228
7.1.6. Littérature spécialisée et documentation	229
7.1.7. Frais de représentation <i>stricto sensu</i>	229
7.1.8. Frais de représentation « internes »	229

7.2. <i>Traitement fiscal</i>	230
7.2.1. Frais pour travail à domicile (« <i>Home office</i> »)	230
7.2.2. Petits frais de représentation	230
7.2.3. Utilisation du smartphone (ou G.S.M.) à des fins professionnelles	230
7.2.4. Utilisation à des fins professionnelles d'un P.C. privé.	231
7.2.5. Frais accessoires de voiture	231
7.2.6. Points communs	231
8. Vêtements de travail et entretien	232
8.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	233
8.1.1. Généralités	233
8.1.2. Montants	234
8.1.3. Hypothèses concrètes	234
8.2. <i>Traitement fiscal</i>	236
8.2.1. Dans le chef du travailleur	236
8.2.2. Dans le chef de l'employeur	236
8.3. <i>Vêtement avec le logo de l'employeur</i>	238
8.4. <i>Coronavirus : masques et gels mis à disposition ou remboursés par l'employeur</i>	238
8.4.1. Mise à disposition des masques et du gel <i>versus</i> remboursement	238
8.4.2. Entretien des masques	239
9. Tableau récapitulatif (1^{er} juin 2022)	239
10. Cas particulier en cas de travail international	240
10.1. <i>Cadres étrangers</i>	240
10.1.1. Contexte	240
10.1.2. Travailleurs étrangers et dirigeants d'entreprise étrangers	241
10.1.3. Chercheurs étrangers (« chercheurs impatriés»)	243
10.1.4. Entrée en vigueur	244
10.1.5. Sort de l'ancien régime spécial de 1983	245
10.1.6. Aspects de sécurité sociale	246
10.2. <i>Les indemnités de frais dans le cadre des détachements à l'étranger</i>	246
10.2.1. Aspects de sécurité sociale	246
10.2.2. Traitement fiscal	249
10.2.3. Aspects de droit du travail	250
11. Annexe : montants forfaitaires en cas de voyages d'affaires à l'étranger	254

Chapitre 8

Habitation	271
1. Aspects de sécurité sociale.	272
1.1. <i>Généralités</i>	272
1.2. <i>Concierges</i>	273
1.3. <i>Logement partagé par deux travailleurs</i>	273
2. Traitement fiscal	273
2.1. <i>Disposition gratuite d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble</i>	274

2.1.1. Généralités	274
2.1.2. Forfait fiscal	277
2.1.3. Questions particulières	277
2.2. <i>Fourniture gratuite du chauffage et de l'électricité utilisée à des fins autres que le chauffage</i>	279
2.3. <i>Exemple</i>	280
2.4. <i>Disposition gratuite de domestiques, de jardiniers, de chauffeurs, etc.</i>	281
2.5. <i>Déductibilité</i>	281
2.6. <i>Fiche fiscale (revenus 2021)</i>	281
2.7. <i>Aspects de droit du travail</i>	282
2.8. <i>Partie du loyer payée par la société au dirigeant d'entreprise à la suite de la location du bien immobilier bâti</i>	282
2.8.1. Principe	282
2.8.2. Calcul	284
2.8.3. Cas particuliers	284

Chapitre 9

Options sur actions – Warrants – Cession d'actions	287
1. Options sur actions (stock-options)	288
1.1. <i>Traitement fiscal</i>	289
1.1.1. Moment de l'imposition	289
1.1.2. Évaluation de l'avantage	292
1.1.3. Précompte professionnel	296
1.1.4. Fiches fiscales (revenus 2021)	298
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	300
2. Cession d'actions	301
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	301
2.1.1. Cession d'actions avec décote	301
2.1.2. Attribution ou souscription d'actions à prix réduit dans le cadre de l'article 609 du Code des sociétés	302
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	303
2.2.1. Cession d'actions avec décote	303
2.2.2. Attribution ou souscription d'actions à prix réduit dans le cadre de l'article 609 du Code des sociétés	303
2.3. <i>Cas particulier : actions octroyées par une société mère établie à l'étranger</i>	303
2.3.1. Aspects de sécurité sociale	303
2.3.2. Traitement fiscal	305
3. Particularités en matière de plans d'options sur actions	305
3.1. <i>Plans d'options sur parts de sicav</i>	306
3.1.1. Comment fonctionne un plan d'options sur parts de sicav?	306
3.1.2. Exemple	307
3.1.3. Conditions imposées par le Service des Décisions Anticipées (SDA)	308

3.2. <i>Plan de warrants/plan d'options court terme</i>	310
3.2.1. Comment fonctionne un plan de warrants ?	311
3.2.2. Exemple	312
3.2.3. Conditions	312
3.3. <i>Les options « miroirs »</i>	313
3.3.1. Comment fonctionnent les options miroirs ?	314
3.3.2. Conditions d'application	314
3.3.3. Application du principe des options miroirs aux plans d'options de parts de sicav	315
3.4. <i>Nouveauté : les plans d'options sans intermédiaire</i>	316
3.4.1. Plans warrants sans banque	316
3.4.2. Plans long terme sans banque	318
3.4.3. Comparaison chiffrée des produits court et long terme (février 2020)	319
4. Aspects de droit du travail	319
5. Les pièges à éviter	321
5.1. <i>Être couvert par un ruling propre et/ou par une lettre de l'O.N.S.S. récente</i>	321
5.2. <i>Respecter la limite des 20 %</i>	321
5.3. <i>Ne pas transformer en plan warrants un droit acquis ou un avantage certain</i>	322
5.4. <i>Ne pas supprimer le risque financier dans le chef des bénéficiaires</i>	322
5.5. <i>La revente automatique dans les plans warrants</i>	322

Chapitre 10

Outils IT (P.C., tablette, smartphone et Internet)	325
1. Mise à disposition d'outils IT : P.C., tablette, smartphone et Internet	326
1.1. <i>Principes de base</i>	326
1.1.1. Utilisation privée	326
1.1.2. Usage strictement professionnel	327
1.1.3. Usage privé des installations dans les locaux professionnels	328
1.1.4. Travailleurs concernés	328
1.2. <i>Traitement social et fiscal</i>	329
1.2.1. Montants forfaitaires	329
1.3. <i>Traitement fiscal dans le chef de l'employeur</i>	335
1.3.1. Déductibilité	335
1.3.2. T.V.A.	335
1.4. <i>Aspects de droit du travail</i>	336
1.5. <i>Combinaison frais propres à l'employeur et mise à disposition d'un outil IT</i>	337
1.6. <i>Conseil</i>	337
1.7. <i>Mise à disposition d'un ensemble d'outils de télécommunication (« pack »)</i>	338
1.7.1. Aspects de sécurité sociale	338
1.7.2. Traitement fiscal	339
2. Plan P.C. privé	339
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	339
2.1.1. Procédure	339

2.1.2. Montant exonéré	340
2.1.3. Travailleurs visés – Plafond salarial	340
2.1.4. Conditions liées à l'exonération	341
2.1.5. Installation informatique requise	341
2.1.6. Période d'octroi de l'exonération de l'intervention	342
2.1.7. Fiche fiscale (revenus 2021)	343
2.1.8. Questions fréquemment posées	343
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	345
2.3. <i>Aspects de droit du travail</i>	346
3. Modèles	346
3.1. <i>Convention de mise à disposition d'un ordinateur portable de société</i>	346
3.2. <i>Convention de mise à disposition d'une tablette de société</i>	351
3.3. <i>Convention relative à l'utilisation d'une connexion Internet</i>	357
3.4. <i>Convention de mise à disposition d'un smartphone (all inclusive)</i>	359
3.5. <i>Convention de mise à disposition d'une carte SIM (abonnement téléphonique et Internet mobile)</i>	366
3.6. <i>Déclaration relative à l'usage strictement professionnel de l'ordinateur portable (ou tablette) mis à disposition par l'employeur</i>	370
3.7. <i>Modèle de plan P.C. privé</i>	370

Chapitre 11

Participation des travailleurs au capital et prime bénéficiaire	373
1. Champ d'application	374
1.1. <i>Employeur</i>	374
1.2. <i>Bénéficiaires</i>	374
1.2.1. Contrat de travail	374
1.2.2. Condition d'ancienneté	374
1.2.3. Exclusion des dirigeants d'entreprise	375
1.3. <i>Formes possibles</i>	375
1.4. <i>Avantage collectif</i>	375
2. La prime bénéficiaire	375
2.1. <i>Définition</i>	375
2.2. <i>Initiative de l'employeur</i>	376
2.3. <i>Formes</i>	376
2.3.1. Prime identique	376
2.3.2. Prime catégorisée	376
2.4. <i>Instauration de la prime</i>	377
2.4.1. Condition préalable	377
2.4.2. Prime bénéficiaire identique	377
2.4.3. Prime bénéficiaire catégorisée	378
2.5. <i>Montant maximal des primes bénéficiaires</i>	382
2.6. <i>Rappel du caractère collectif et des règles de prorata</i>	382

2.6.1. Collectif	382
2.6.2. Règles de prorata	383
2.7. <i>Modèles</i>	384
2.7.1. Modèle de convention collective instaurant une prime bénéficiaire catégorisée	384
2.7.2. Modèle d'acte d'adhésion instaurant une prime bénéficiaire catégorisée	387
3. Le plan de participation	389
3.1. <i>Définitions</i>	389
3.2. <i>Initiative de l'employeur</i>	389
3.3. <i>Instauration du plan</i>	389
3.3.1. Conditions préalables	389
3.3.2. Procédure de concertation	390
3.4. <i>Montant maximal des participations</i>	393
3.5. <i>Période d'indisponibilité</i>	394
4. La société coopérative de participation	394
4.1. <i>Notion</i>	394
4.2. <i>Forme</i>	395
4.3. <i>Période d'indisponibilité</i>	395
4.4. <i>Mentions du plan de participation</i>	396
5. Le plan d'épargne d'investissement	397
6. Traitement fiscal	397
6.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	397
6.1.1. Prime bénéficiaire	397
6.1.2. Participations au capital	397
6.1.3. Prime bénéficiaire dans le cadre d'un plan d'épargne d'investissement	398
6.1.4. Base imposable	398
6.1.5. Exigibilité de la taxe	398
6.1.6. Redevables de la taxe	398
6.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	399
6.3. <i>Déclaration et paiement</i>	399
6.3.1. Délais de déclaration et de paiement	399
6.3.2. Mode de déclaration	399
6.3.3. Mode de paiement	400
6.4. <i>Fiche fiscale (revenus 2021) – Prime bénéficiaire</i>	401
7. Aspects de sécurité sociale	401
7.1. <i>Prime bénéficiaire</i>	401
7.2. <i>Participations au capital</i>	401
8. Aspects de droit du travail	401
9. Code pénal social	402

Pensions complémentaires	403
1. Assurances-groupe	404
1.1. <i>Types d'engagement de pension</i>	404
1.1.1. Plans de pension sectoriels	405
1.1.2. Plans de pension d'entreprise	405
1.1.3. Promesse de pension individuelle ou engagement individuel de pension	406
1.2. <i>Affiliation à un plan de pension complémentaire</i>	408
1.2.1. Affiliation obligatoire	408
1.2.2. Interdiction de discrimination	408
1.3. <i>Aspects pratiques des plans de pension complémentaire</i>	412
1.3.1. Rendement garanti	412
1.3.2. Âge de versement de la pension complémentaire	414
1.3.3. Période d'attente	415
1.3.4. Seuil pour le transfert	415
1.4. <i>Information</i>	416
1.4.1. Rapport annuel	416
1.4.2. Informations individuelles	416
1.4.3. Accès pour le travailleur	416
1.5. <i>Traitement fiscal</i>	417
1.5.1. Contributions de l'employeur	417
1.5.2. Contributions des travailleurs	418
1.5.3. Prestations sous forme de capital	419
1.5.4. Prestations sous forme de rente	422
1.5.5. Tableau récapitulatif	423
1.6. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	433
1.6.1. Contributions de l'employeur : cotisation de base (8,86 %)	433
1.6.2. Contributions de l'employeur : cotisation Wijninckx	434
1.6.3. Prestations : cotisation sociale	434
1.7. <i>Aspects de droit du travail</i>	437
2. Pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés (P.L.C.S.)	437
2.1. <i>Cadre juridique</i>	438
2.2. <i>Initiative</i>	438
2.3. <i>Fonctionnement</i>	438
2.3.1. Conclusion d'une convention de pension	438
2.3.2. Montant	439
2.3.3. Retenues sur le net	440
2.3.4. Versement	441
2.3.5. Information	441
2.4. <i>Fin de la continuation individuelle de plans collectifs</i>	441
2.5. <i>Traitement fiscal</i>	441
2.5.1. Contributions	441
2.5.2. Taxe	442

2.5.3. Prestations	442
2.5.4. Fiche fiscale	442
2.6. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	442
3. Remboursement d'une assurance pension complémentaire privée	443
3.1. <i>Notion</i>	443
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	443
3.3. <i>Traitement fiscal</i>	444
3.3.1. Versement par l'employeur dans l'épargne-pension du travailleur	444
3.3.2. Remboursement au travailleur du montant versé dans l'épargne-pension	444
4. Tableau comparatif	445

Chapitre 13

Plan cafétéria	447
1. Définition	448
2. Formes possibles	448
3. Introduction du plan cafétéria	449
3.1. <i>Consentement des parties</i>	449
3.2. <i>Instrument juridique</i>	449
3.2.1. Convention collective de travail d'entreprise	449
3.2.2. Politique générale et convention individuelle	450
3.2.3. Règlement de travail	450
3.3. <i>Respect de la hiérarchie des sources</i>	450
3.4. <i>Participation volontaire ou obligatoire des travailleurs</i>	451
3.5. <i>Obligation d'information</i>	451
4. Règles à respecter	451
4.1. <i>Réglementation anti-discrimination</i>	451
4.2. <i>Respect du salaire minimum mensuel garanti</i>	452
4.3. <i>Respect de la norme salariale</i>	452
4.4. <i>Mesures anti-abus</i>	453
4.5. <i>Respect des règles de conversion</i>	453
5. Traitement social et fiscal	453
6. Valorisation des avantages	454
7. Exemples d'avantages qui peuvent se retrouver dans un plan cafétéria	454
7.1. <i>Avantages à convertir</i>	454
7.1.1. Le salaire brut	454
7.1.2. La prime de fin d'année	454
7.1.3. Le bonus individuel	455
7.1.4. La voiture de société et les autres avantages en nature	455
7.1.5. Les jours de congé extralégaux	455
7.1.6. Les primes diverses	455
7.1.7. Les remboursements de frais	455

7.2. <i>Avantages à choisir</i>	456
7.2.1. Les assurances et la santé	456
7.2.2. Les jours de congé supplémentaires	456
7.2.3. Les avantages en nature	456
7.2.4. Les warrants	457
7.2.5. La mobilité	457
7.2.6. La formation	457
7.2.7. Une carte avantage	458
7.2.8. La prime en cash (solde)	458
7.3. <i>Avantages déconseillés</i>	458
7.3.1. Généralités	458
7.3.2. Les allocations familiales extralégales	458
8. Le plan cafétéria dans le cadre des pensions complémentaires	459
9. Étapes et points d'attention	460

Chapitre 14

Prêt octroyé au travailleur	463
1. Aspects de sécurité sociale	464
2. Traitement fiscal	464
2.1. <i>Prêt hypothécaire</i>	464
2.1.1. Moment de l'obtention de l'avantage	464
2.1.2. Évaluation de l'avantage	465
2.2. <i>Prêt non hypothécaire à terme convenu</i>	466
2.2.1. Moment de l'obtention de l'avantage	466
2.2.2. Évaluation de l'avantage	466
2.3. <i>Prêt non hypothécaire sans terme convenu</i>	468
2.4. <i>Exemple</i>	469
2.5. <i>Fiche fiscale (revenus 2021)</i>	470
2.6. <i>Traitement fiscal dans le chef de l'employeur</i>	470
3. Aspects de droit du travail	470

Chapitre 15

Primes diverses	471
1. Primes octroyées en raison d'un événement privé particulier	472
1.1. <i>Prime de mariage ou de cohabitation légale</i>	472
1.1.1. Montant exonéré socialement et fiscalement	472
1.1.2. Déductibilité dans le chef de l'employeur	472
1.1.3. Sanction	472
1.2. <i>Prime d'ancienneté ou de jubilé</i>	472
1.2.1. Montant exonéré socialement et fiscalement	472
1.2.2. Déductibilité dans le chef de l'employeur	478

Les rémunérations alternatives – 2022

1.2.3. Sanction	479
1.2.4. Tableau	479
1.3. <i>Prime ou allocation de naissance</i>	479
1.3.1. Aspects de sécurité sociale.	479
1.3.2. Traitement fiscal.	480
1.4. <i>Décès : indemnité pour frais funéraires</i>	481
1.4.1. Aspects de sécurité sociale.	481
1.4.2. Traitement fiscal.	481
2. Primes octroyées en raison d'un événement professionnel particulier	482
2.1. <i>Prime pour bonne idée</i>	482
2.1.1. Aspects de sécurité sociale.	482
2.1.2. Traitement fiscal.	482
2.1.3. Déductibilité dans le chef de l'employeur	483
2.2. <i>Prime en vue de lutter contre l'absentéisme – Prime d'assiduité</i>	483
2.2.1. Aspects de sécurité sociale.	483
2.2.2. Traitement fiscal.	483
2.3. <i>Primes uniques d'innovation</i>	483
2.3.1. Champ d'application	484
2.3.2. Conditions relatives à l'innovation	485
2.3.3. Conditions relatives à la prime octroyée	487
2.3.4. Conditions relatives à la publicité du régime (procédure)	488
2.3.5. Formulaire.	490
2.4. <i>Prime exceptionnelle payée lors de la prise de pension</i>	493
2.5. <i>Prime récompensant l'apport d'un client</i>	493
2.6. <i>Complément aux vacances jeunes ou seniors</i>	494
2.6.1. Vacances jeunes	494
2.6.2. Vacances seniors	494
2.6.3. Complément à un avantage social	494
2.6.4. Sort du complément payé par l'employeur aux vacances jeunes ou seniors	495
2.7. <i>Remboursement d'une formation</i>	495
2.8. <i>Prime de recrutement</i>	495
2.8.1. Aspects de sécurité sociale.	496
2.8.2. Traitement fiscal.	496
3. Synthèse.	497

Chapitre 16

Repas (diverses formules)	499
1. Titres-repas	500
1.1. <i>Titres-repas électroniques</i>	500
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	501
1.2.1. Conditions d'exonération	501
1.2.2. Calcul du nombre de titres-repas	504
1.2.3. Cas particuliers	510

13.	<i>Traitement fiscal</i>	516
13.1.	Dans le chef du travailleur	516
13.2.	Dans le chef de l'employeur	516
14.	<i>Titres-repas accordés à des dirigeants d'entreprise indépendants</i>	516
15.	<i>Modèles</i>	518
15.1.	Convention collective de travail concernant l'octroi de titres-repas électroniques	518
15.2.	Convention individuelle relative à l'octroi de titres-repas électroniques	522
2.	Restaurant d'entreprise	525
2.1.	<i>Traitement fiscal</i>	525
2.1.1.	Dans le chef du travailleur	526
2.1.2.	Dans le chef de l'employeur	526
2.2.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	527
3.	Cumul entre titres-repas et restaurant d'entreprise	528
3.1.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	528
3.2.	<i>Traitement fiscal</i>	529
4.	Cumul entre titres-repas et frais de repas	530
4.1.	<i>Traitement fiscal</i>	531
4.2.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	531
4.2.1.	Règle générale	531
4.2.2.	Cas particuliers	533
5.	Fourniture de repas	533
5.1.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	533
5.2.	<i>Traitement fiscal</i>	534
5.3.	<i>Cas particuliers</i>	534
5.3.1.	Indemnité de boisson	534
5.3.2.	Distribution de fruits sur le lieu de travail	535
5.3.3.	Distribution de noix et de fruits secs sur le lieu de travail	535
5.4.	<i>Cumul entre titres-repas et fourniture de repas</i>	536
6.	Tableau synthétique	538
7.	Aspects de droit du travail	538

Chapitre 17

Santé du travailleur	539
1. Vaccinations	540
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	540
1.2. <i>Traitement fiscal</i>	540
1.2.1. Dans le chef du travailleur	540
1.2.2. Dans le chef de l'employeur	540
2. Assurance hospitalisation	541
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	541
2.1.1. Assurances visées	541

Les rémunérations alternatives – 2022

2.1.2. Régime fiscal des primes et prestations de certaines assurances collectives	543
2.1.3. Tableaux récapitulatifs	547
2.1.4. Prestations prises en charge par l'employeur	550
2.1.5. Assurance hospitalisation auprès d'une mutualité	550
2.1.6. Taxe assimilée aux timbres	550
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	550
2.3. <i>Questions particulières</i>	551
2.3.1. Remboursement d'une assurance hospitalisation	551
2.3.2. Interventions de chirurgie esthétique	552
2.3.3. Cotisations de mutuelle	552
2.3.4. Assurances multiples	553
2.3.5. Remboursement d'une franchise	553
2.3.6. Plan interne de frais médicaux	553
2.3.7. Check-up médical	554
2.3.8. Verres correcteurs et prothèses auditives	555
2.3.9. Assurance dentaire	555
2.4. <i>Obligation d'information pour l'employeur</i>	556
2.4.1. Droit de poursuite individuelle	556
2.4.2. Paiement de primes complémentaires	558
2.4.3. Modèles de communication par l'employeur	559

Chapitre 18

Sport et culture	561
1. Chèques sport et culture	562
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	562
1.2. <i>Traitement fiscal</i>	563
1.2.1. Dans le chef du travailleur	563
1.2.2. Dans le chef de l'employeur	563
1.3. <i>Modèles</i>	564
1.3.1. Convention collective de travail concernant l'octroi de chèques sport et culture	564
1.3.2. Convention individuelle concernant l'octroi de chèques sport et culture	566
2. Abonnements ou billets d'entrée à des manifestations culturelles	567
2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	567
2.2. <i>Traitement fiscal</i>	568
2.2.1. Dans le chef du travailleur	568
2.2.2. Dans le chef de l'employeur	568
3. Chèques-cadeaux octroyés dans le domaine du sport et de la culture	569
4. Cumul chèques-cadeaux et chèques sport et culture	569
5. Mise à disposition d'infrastructures sportives	570
5.1. <i>Utilisation gratuite d'une infrastructure sportive appartenant à l'employeur</i>	570
5.1.1. Aspects de sécurité sociale	570
5.1.2. Traitement fiscal	570

5.2. <i>Utilisation gratuite d'une infrastructure sportive externe</i>	571
5.2.1. Aspects de sécurité sociale	571
5.2.2. Traitement fiscal	571

Chapitre 19

Tarifs avantageux sur des produits ou services de l'entreprise	573
1. Aspects de sécurité sociale	574
1.1. <i>Généralités</i>	574
1.2. <i>Cas particuliers</i>	575
1.2.1. Situation des franchisés	575
1.2.2. Prestataires externes : produits et services à prix réduit	575
1.2.3. Tarif avantageux <i>versus</i> outil de travail	576
2. Traitement fiscal	576
2.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	576
2.1.1. Conditions générales	577
2.1.2. Conditions propres aux réductions de prix	577
2.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	577
2.3. <i>Décisions anticipées intéressantes</i>	577
2.3.1. Acquisition à un prix avantageux d'un logiciel informatique	577
2.3.2. Réduction et montant limite	578
3. Aspects de droit du travail	578

Chapitre 20/1

Transport : la voiture de société	579
1. Traitement fiscal	580
1.1. <i>Notion d'usage privé</i>	580
1.1.1. Généralités	580
1.1.2. Lieu fixe de travail	581
1.1.3. Déplacements professionnels	581
1.1.4. Mise à disposition d'un tiers	582
1.1.5. Synthèse	583
1.2. <i>Évaluation de l'avantage</i>	584
1.2.1. Évaluation forfaitaire	584
1.2.2. Émission de CO ₂	586
1.2.3. Valeur catalogue	593
1.3. <i>Réduction de l'avantage</i>	600
1.3.1. Proratisation	600
1.3.2. Suspensions de contrat de travail	603
1.3.3. Cas des absences de longue durée	603
1.3.4. Véhicule utilisé uniquement pour les déplacements domicile-lieu de travail	603
1.3.5. Intervention du travailleur	604
1.4. <i>Mise à disposition de différents véhicules</i>	611

1.4.1. En cours d'année	611
1.4.2. Mise à disposition d'une voiture de remplacement	613
1.4.3. Perte temporaire de l'utilisation du véhicule pour cause d'entretien ou de réparation	613
1.4.4. Véhicule de transition	613
1.5. <i>Mise à disposition de plusieurs véhicules</i>	615
1.5.1. Contrats de leasing « 6 roues »	615
1.5.2. <i>Pool</i> de véhicules	616
1.5.3. Entreprise de garage	616
1.6. <i>Salary split</i>	617
1.7. <i>Utilisation du véhicule après contrat de travail</i>	617
1.8. <i>Types de véhicules</i>	617
1.8.1. Voitures, voitures mixtes et minibus	617
1.8.2. Camionnettes?	618
1.9. <i>Véhicule électrique ou hybride et frais d'électricité</i>	621
1.9.1. Voiture de société électrique ou hybride sans intervention dans les frais d'électricité.	621
1.9.2. Voiture de société électrique ou hybride et recharge chez l'employeur	621
1.9.3. Voiture de société électrique ou hybride, point de recharge à disposition au domicile et remboursement du courant utilisé pour recharger la voiture	622
1.9.4. Voiture de société électrique ou hybride et intervention dans les frais d'électricité	623
1.10. <i>Précompte professionnel</i>	625
1.11. <i>Fiches individuelles et relevés récapitulatifs (revenus 2021)</i>	625
1.11.1. Travailleurs (fiche 281.10)	626
1.11.2. Dirigeant d'entreprise (fiche 281.20)	628
1.11.3. Ex-travailleur	628
1.12. <i>Déductibilité</i>	628
1.12.1. Situation actuelle	628
1.12.2. Situation future	630
1.12.3. Dépenses non admises.	632
1.13. <i>Bornes de recharge</i>	633
1.13.1. Au niveau des particuliers	633
1.13.2. Au niveau des entreprises	634
1.14. <i>T.V.A.</i>	634
1.15. <i>Achat du véhicule par le travailleur ou l'ex-travailleur</i>	635
1.16. <i>Obligation d'information</i>	635
2. Aspects de sécurité sociale.	635
2.1. <i>Cotisation de solidarité</i>	635
2.1.1. Généralités	635
2.1.2. Travailleurs intérimaires	636
2.2. <i>Notion d'usage privé et de déplacements domicile-lieu de travail</i>	636
2.2.1. Véhicule utilitaire	636
2.2.2. Déplacements domicile-lieu de travail	637
2.2.3. Résumé	638
2.3. <i>Calcul de la cotisation</i>	638
2.3.1. Formule	638

2.3.2. Émission de CO ₂	639
2.3.3. Cas particuliers	640
2.3.4. Caractère forfaitaire	640
2.4. Véhicules visés	641
2.4.1. Catégories M1 et N1	641
2.4.2. Véhicule avec une plaque marchande (plaque Z)	641
2.4.3. Véhicule type <i>pool car</i>	642
2.4.4. Plaque minéralogique étrangère	642
2.4.5. Leasing au nom du travailleur et remboursement par l'employeur	642
2.5. Présomption réfragable	643
2.5.1. Comment l'employeur doit-il apporter cette preuve ?	643
2.5.2. Quelles sont les mesures concrètes que l'employeur peut prendre et qui peuvent servir d'éléments de preuve ?	643
2.5.3. Véhicules utilitaires	645
2.6. Déclaration et perception de la cotisation de solidarité	645
2.7. Sanctions	645
2.8. Déductibilité de la cotisation de solidarité	646
2.9. Utilisation du véhicule avant ou après contrat de travail	647
2.10. Achat du véhicule par le travailleur ou l'ex-travailleur	648
2.11. Véhicule électrique ou hybride et frais d'électricité	648
2.11.1. Voiture de société électrique ou hybride sans intervention dans les frais d'électricité.	648
2.11.2. Voiture de société électrique ou hybride et recharge chez l'employeur	648
2.11.3. Voiture de société électrique ou hybride, point de recharge à disposition au domicile et remboursement du courant utilisé pour recharger la voiture	649
2.11.4. Voiture de société électrique ou hybride et intervention dans les frais d'électricité	649
3. Schémas récapitulatifs	650
3.1. Usage privé de la voiture de société (2022)	650
3.2. Véhicules ordinaires/utilitaires	651
3.3. Voitures électriques ou hybrides et frais d'électricité	652
4. Aspects de droit du travail	652
4.1. La suspension du contrat de travail	653
4.1.1. Suspension totale du contrat de travail	653
4.1.2. Réduction des prestations de travail	654
4.2. La fin du contrat de travail	655
4.2.1. La prestation d'un délai de préavis	655
4.2.2. Le paiement d'une indemnité de préavis	655
4.2.3. Le licenciement pour motif grave	657
4.2.4. Restitution de la voiture de société	657
4.3. Responsabilité du travailleur	657
4.3.1. La responsabilité civile	658
4.3.2. La responsabilité pénale	659
4.4. La restitution du véhicule de société réclamée par l'employeur pendant l'exécution du contrat	665
4.5. Véhicule de société étrangère: documents à bord	665

4.6. <i>Entretien et nettoyage de la voiture de société</i>	666
4.7. <i>Interdiction de fumer et voiture de société</i>	666
5. <i>Voiture de société et déplacements domicile-lieu de travail</i>	667
5.1. <i>Obligation d'utiliser la voiture de société ?</i>	667
5.2. <i>Cumul voiture de société et abonnement social</i>	667
5.2.1. <i>Traitement fiscal</i>	667
5.2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	668
5.3. <i>Cumul voiture de société et indemnité vélo</i>	669
5.3.1. <i>Traitement fiscal</i>	669
5.3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	669
5.4. <i>Cumul voiture de société et vélo de société</i>	669
5.4.1. <i>Traitement fiscal</i>	670
5.4.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	670
6. <i>Mise à disposition d'une carte essence/borne de chargement</i>	670
6.1. <i>Carte essence</i>	670
6.1.1. <i>Le travailleur dispose d'une voiture personnelle</i>	670
6.1.2. <i>Le travailleur dispose d'une voiture de société</i>	671
6.2. <i>Borne de chargement sur le lieu de travail</i>	671
6.2.1. <i>Le travailleur dispose d'une voiture personnelle</i>	671
6.2.2. <i>Le travailleur dispose d'une voiture de société</i>	673
7. <i>Modèles</i>	674
7.1. <i>Convention de mise à disposition d'une voiture de société – Car policy</i>	674
7.2. <i>Convention de mise à disposition d'une voiture de société (véhicule hybride) – Car policy</i>	681
7.3. <i>Convention de mise à disposition d'une voiture de société (véhicule électrique) – Car policy</i>	692
7.4. <i>Convention d'interdiction d'utilisation des véhicules appartenant à la société pour des fins privées</i>	702
7.5. <i>Convention de mise à disposition d'une carte essence</i>	704

Chapitre 20/2

Transport : les alternatives à la voiture de société	707
1. <i>La moto de société</i>	708
1.1. <i>Traitement fiscal</i>	708
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	708
2. <i>Le vélo de société</i>	709
2.1. <i>Traitement social et fiscal</i>	709
2.1.1. <i>Vélos concernés</i>	709
2.1.2. <i>Cumul avec d'autres indemnités</i>	710
2.1.3. <i>Vélo électrique et borne de chargement</i>	711
2.2. <i>Déductibilité dans le chef de l'employeur</i>	711
2.3. <i>Cas particulier : achat d'un vélo par l'employeur et remboursement par le travailleur</i> . . .	712
2.4. <i>Leasing vélo comme avantage en nature</i>	712
2.4.1. <i>Notion</i>	713

2.4.2. Financement du leasing	713
2.4.3. Calcul de la retenue (opération neutre).	713
2.4.4. Formalités à accomplir	714
2.4.5. Traitement social et fiscal	714
2.4.6. Sort du vélo à la fin du contrat de leasing et à la fin du contrat de travail	714
3. La trottinette de société	715
3.1. <i>Traitement fiscal</i>	715
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	715
4. Comparaison : voiture, moto, vélo	716
5. Le budget mobilité	717
5.1. <i>Principe général</i>	717
5.2. <i>Procédure d'instauration du budget mobilité</i>	718
5.2.1. Initiative de l'employeur	718
5.2.2. Demande du travailleur	718
5.2.3. Décision finale de l'employeur	718
5.2.4. Conclusion d'un écrit	719
5.2.5. Sanction	719
5.3. <i>Conditions préalables à respecter</i>	720
5.3.1. Dans le chef de l'employeur	720
5.3.2. Dans le chef du travailleur	721
5.3.3. Pas en remplacement	722
5.3.4. Respect de la norme salariale	723
5.4. <i>Montant du budget mobilité</i>	723
5.4.1. Montant de base : TCO	723
5.4.2. Montant annuel	727
5.4.3. Montant individuel	728
5.4.4. <i>Quid dans l'hypothèse du travailleur éligible à une voiture de société ?</i>	728
5.4.5. Droit à une voiture de société, mais choix d'une catégorie inférieure	729
5.4.6. Entrée dans le système en cours d'année	730
5.4.7. Influence d'une occupation à temps partiel au moment de l'entrée dans le système	730
5.4.8. Variation du montant	731
5.4.9. Durée	733
5.5. <i>Fonctionnement du budget mobilité</i>	734
5.5.1. Pilier 1 : voiture de société respectueuse de l'environnement	734
5.5.2. Pilier 2 : mode de transport durable	740
5.5.3. Pilier 3 : solde	753
5.6. <i>Gestion du budget mobilité</i>	754
5.6.1. Compte mobilité	754
5.6.2. Informations	755
5.6.3. Pièces justificatives (pilier 2)	755
5.6.4. Situations possibles de remboursement	756
5.6.5. Conservation des données	757
5.7. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	757
5.7.1. Pilier 1 : voiture de société	757

Les rémunérations alternatives – 2022

5.7.2. Pilier 2 : mode de transport durable	757
5.7.3. Pilier 3 : solde	757
5.8. <i>Traitement fiscal</i>	758
5.8.1. Dans le chef du travailleur	758
5.8.2. Dans le chef de l'employeur	758
5.8.3. Fiche fiscale (revenus 2021)	758
5.9. <i>Conséquence du budget mobilité : déplacements domicile-lieu de travail</i>	758
5.9.1. Suppression de l'obligation d'intervention	758
5.9.2. Cumul budget mobilité et indemnité déplacements domicile-lieu de travail	759
5.10. <i>Aspects de droit du travail</i>	762
5.10.1. Suspension du contrat de travail	762
5.10.2. Fin du contrat de travail	762
5.10.3. Budget mobilité et indemnité kilométrique pour déplacements professionnels	763
5.11. <i>Cas particulier : travailleur disposant de plusieurs voitures de société</i>	764
5.12. <i>Sanction</i>	764
5.13. <i>Transfert conventionnel d'entreprise (C.C.T. n° 32bis)</i>	765
6. Tableau budget mobilité	765
6.1. <i>Règles de base</i>	765
6.2. <i>Régime social et fiscal</i>	766
6.3. <i>Exemple chiffré</i>	766
6.3.1. Données	766
6.3.2. Calcul budget mobilité	766
7. Modèles	767
7.1. <i>Convention de mise à disposition d'un vélo de société</i>	767
7.2. <i>Budget mobilité</i>	771
7.2.1. Politique générale	771
7.2.2. Accusé de réception	775
7.2.3. Convention d'octroi d'un budget mobilité	775

Chapitre 20/3

Transport : déplacements domicile-lieu de travail et TCO	779
1. Frais de déplacement domicile-lieu de travail	780
1.1. <i>Principe : obligation d'intervention de l'employeur</i>	780
1.1.1. Transport par chemin de fer	780
1.1.2. Autres moyens de transport public (bus, métro, tram)	781
1.1.3. Transports en commun publics combinés	781
1.1.4. Transport privé	781
1.1.5. Transport par vélo	782
1.1.6. Transport avec une trottinette (électrique ou non)	783
1.1.7. Transport à pied	783
1.1.8. Transport effectué en bateau-bus	783
1.1.9. Transports en commun publics effectués à l'étranger	783
1.2. <i>Traitement fiscal</i>	784

1.2.1. Transport par chemin de fer	785
1.2.2. Autres moyens de transport public (bus, métro, tram)	785
1.2.3. Transports en commun publics combinés	785
1.2.4. Transport privé (montant 2022)	785
1.2.5. Transport par vélo	786
1.2.6. Transport avec une trottinette (électrique ou non)	789
1.2.7. Transport à pied	790
1.2.8. Transports effectués en bateau-bus	790
1.2.9. Traitement fiscal dans le chef de l'employeur	791
1.2.10. Tableau récapitulatif	791
1.3. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	792
1.3.1. Transport par chemin de fer	792
1.3.2. Autres moyens de transport public (bus, métro, tram)	793
1.3.3. Transports en commun publics combinés	793
1.3.4. Transport privé	793
1.3.5. Transport par vélo	794
1.3.6. Transport avec une trottinette (électrique ou non)	796
1.3.7. Transport à pied	796
1.4. <i>Tableau récapitulatif</i>	796
2. Transport collectif organisé/TCO (covoiturage)	797
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	797
2.1.1. Véhicule privé	797
2.1.2. Véhicule mis à disposition par l'employeur	799
2.1.3. Schéma récapitulatif	801
2.1.4. Déclaration dans la fiche fiscale 281.10 (revenus 2021)	804
2.1.5. Déductibilité dans le chef de l'employeur	805
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	805
2.2.1. Véhicule privé	805
2.2.2. Véhicule de société	806
2.3. <i>Modèles</i>	809
2.3.1. Convention de transport collectif organisé (conducteur et passager)	809
2.3.2. Annexe à la convention de transport collectif organisé – Dispositions pratiques (conducteur)	810
2.3.3. Annexe à la convention de transport collectif – Dispositions pratiques	813
Chapitre 21	
Norme salariale	815
1. La norme salariale	816
1.1. <i>Base légale et raison d'être</i>	816
1.2. <i>Procédure</i>	817
1.3. <i>Normes salariales depuis 1996</i>	818
1.4. <i>Norme salariale pour 2021-2022</i>	819
1.5. <i>Attitude du secteur versus attitude de l'employeur</i>	819

2. Champ d'application de la norme salariale	820
3. Notion de coût salarial.	820
4. Calcul de la norme salariale	821
4.1. <i>Coût salarial moyen</i>	821
4.1.1. Définition	821
4.1.2. Application	822
4.2. <i>Méthode de calcul</i>	822
4.3. <i>Valeur des avantages en nature</i>	823
4.4. <i>Dépassement par convention</i>	823
5. Éléments exclus de la notion de coût salarial	824
5.1. <i>Exclusions légales</i>	824
5.1.1. Indexations et augmentations barémiques	824
5.1.2. Participations au capital et primes bénéficiaires	825
5.1.3. Accroissement de l'effectif du personnel	825
5.1.4. Cotisations versées dans le cadre des régimes de pension sociaux	825
5.1.5. Primes uniques d'innovation	825
5.1.6. Frais propres à l'employeur.	826
5.1.7. Mesures prises pendant la pandémie de Covid-19	826
5.2. <i>Autres exclusions</i>	826
5.2.1. Sursalaires	827
5.2.2. Promotions, bonus et commissions	827
5.2.3. Avantages non récurrents liés aux résultats	827
5.2.4. Modification de commission paritaire ou transfert d'entreprise	827
5.2.5. Application de la réglementation ou mesures publiques.	828
5.2.6. Réorganisation du travail	828
5.2.7. Une politique de rémunération neutre sur le plan du genre et de l'âge	828
6. Contrôles et sanctions.	828
6.1. <i>Au niveau sectoriel</i>	828
6.2. <i>Au niveau de l'employeur</i>	829
7. Essai de synthèse	829

Chapitre 22

Rémunérations alternatives : synthèses	833
1. Tableau comparatif des avantages selon leur traitement social et fiscal	834
2. Tableau comparatif : titres-repas / éco-chèques / chèques sport et culture / chèques-cadeau	837
3. Tableau comparatif des différentes primes à octroyer aux travailleurs	838
3.1. <i>Règles</i>	838
3.2. <i>Exemple chiffré (2022)</i>	841
<i>Que retirer de ce tableau ?</i>	842